

La qualité du bâtiment dans les transformations urbaines

Il appartient à la famille des cygnes, mais le “cygne noir” indique désormais un événement hautement improbable (2) - selon l'économiste libano-américain Nassim Taleb - imprévisible et qui pousse à justifier a posteriori sa parution afin qu'elle soit moins aléatoire qu'elle ne l'est. Dans le domaine du bâtiment, dans la transformation du territoire, non seulement la qualité est un “cygne noir”, mais semble un mystère aussi : ambition répandue et abstraite à la fois, réponse imprévisible à un besoin ressenti mais non exprimée.

La qualité découle de merveilleux mélanges de facteurs : depuis des années on en cherche une loi, on organise de multiples rencontres et colloques, car l'enjeu des projets d'architecture et des transformations urbaines est l'avenir. (3) Le but étant de faire en sorte que cette qualité se transforme d'événement improbable en condition répandue. (4) Je me pose trois questions :

- la qualité du bâtiment et des transformation urbaines est-elle un besoin primaire ou une option ?
- qu'est-ce que la qualité et comment la définir ?
- est-il possible de définir les indicateurs de cette qualité ou au moins une grille de support pour les évaluations ?

1. La première question n'est rhétorique qu'en apparence. (5) La qualité des transformations physiques et environnementales doit être placée au même niveau que les autres droits/devoirs des citoyens, tels que l'accès à l'information, la sécurité, etc. Cette qualité étant un facteur de bien-être, d'égalité et de solidarité, outre qu'elle soit condition nécessaire pour le développement économique, il faut admettre qu'elle est un besoin primaire et non optionnel.

J'ai bien dit « cette » qualité, car « qualité » est un mot qui indique des notions très différentes, riche en ambiguïtés, et implique la reconnaissance collective et la satisfaction des utilisateurs. Si une Administration, une école, une usine ou, dans le bâtiment, un bureau d'étude ou une entreprise a la « certification de qualité » cela veut dire qu'il ou elle œuvre selon des procédures préétablies, spécifiques mais respectueuses de standards internationaux. Ce sont les procédures qui ont à être certifiées et non pas les produits. Et encore j'ai dit « cette » qualité car, par exemple, la qualité d'une Université – calibrer les paramètres d'évaluation de sa productivité, de son enseignement, de la recherche ou de ses relations internationales – est autre chose que réfléchir sur comment déterminer les conditions (ex ante) afin qu'un immeuble (ex post) ait de la qualité.

2. Deuxième question : qu'est ce que cette qualité et comment la définir? Avec la philosophie systémique (pour laquelle chaque partie est liée à un tout, suppose la précédente et implique la suivante) pour les grecs la qualité était tout : aujourd'hui déjà penser la définir est invraisemblable. La qualité du bâtiment et des transformations urbaines est-elle indéfinissable ou, comme dans d'autres secteurs, cette qualité « correspond-elle aussi à des conditions préétablies »? (6) Si elle est indéfinissable, en parler n'a pas de sens : de toute façon, pour difficile qu'elle soit à définir, elle doit être sortie du mystère qui l'entoure. Dans *“Complexity and Contradiction in Architecture”*(1966) Robert Venturi distingue le travail des ingénieurs - par exemple une fusée pour la lune, claire dans ses buts et complexe dans ses technologies - du travail des architectes fondé sur des technologies relativement simples et qui, même s'il s'agit d'une seule maison, est par nature plus complexe et contradictoire au niveau des objectifs. Pour cette raison aussi, dans la tentative de la soustraire au dilemme entre sa nature objective ou subjective, (7) la qualité dans le bâtiment et dans les transformations urbaines doit être décomposée au moins en cinq aspects différents : qualité du programme de projet, qualité de conception, qualité technologique, qualité de mise en œuvre, qualité de gestion et d'utilisation.

(8) Ces aspects ont une racine commune : le présupposé de la qualité du bâtiment et des transformations urbaines est la demande, puis il faut la capacité à la satisfaire. Si la demande n'évolue pas, si elle reste primordiale, chaque maillon de la chaîne qui conduit au produit fini travaille pour sa propre optimisation, introduit des simplifications selon une optique sensorielle alors que la qualité demande des intégrations. C'est l'utilisateur qui enfin fait bouger le marché : s'il n'est pas exigeant, s'il ne sait pas demander, la machine des experts le dévore, les terribles simplificateurs le convainquent, le produit n'a pas de qualité car les conditions qu'il était censé satisfaire étaient génériques, floues, voire limitées à de simples besoins fonctionnels, peu importe si primordiaux ou sophistiqués. La réponse même à des besoins fonctionnels n'est pas une garantie de qualité car les besoins changent sans cesse et très vite : les raisons d'un projet, il faut les chercher ailleurs.

(9) Quelques conditions sont établies par les règles, il s'agit de standards en évolution continue, à savoir de « pactes sociaux » portant sur la sécurité, la stabilité des bâtiments, la consommation d'énergie, l'inertie des parois, l'éclairage naturel, l'aération, la protection des aléas atmosphériques, l'absence de « barrières » ainsi

dites, etc.. Pour des conditions mesurables de ce genre le système réglementaire s'exprime par des facteurs en chiffres, sectoriels et inconscients des dégâts que parfois ils peuvent produire. Aujourd'hui tout semble être mesurable, et c'est comme si on pouvait renoncer à penser, tandis qu'avant de plonger dans l'extrémisme scientifique on avait l'habitude de penser et non seulement de calculer. De toute façon tout ce qui répond à des besoins fonctionnels ou est établi par des règles est une pré-condition. On ne peut pas se cantonner à y faire appel, et même le Pape à l'Aquila ne peut se limiter à dire « je vous en prie, faites des maisons solides » : on s'attendait à des recommandations à construire selon un sens social, à former des paysages sensibles, à améliorer la condition humaine ou à des expressions de cet ordre.

(10) Au mois de janvier 2000 (il y avait un Colloque INARCH) Londres était parcourue de polémiques sur le "Dôme" alors que chez nous il n'y avait pas de levée de boucliers pour le fait que (11) la « porte d'entrée » du pays (active déjà depuis un an : l'aéroport européen le plus moche) minait les capacités du système Italie en montrant au monde dans quelle mesure nos règles caractérisent le manque de créativité et l'illettrisme technologique. Neuf ans et demi plus tard, il y a quelques jours, j'ai lu dans "La Repubblica" que, d'après un sondage, l'opinion juge négativement l'aéroport de Malpensa. Bon signe, les utilisateurs sont en train de se réveiller.

(12) Au de là de ce qu'exprime la demande, la qualité d'un projet réside également dans la réponse à des ambitions non exprimées, donc dans la capacité des concepteurs de comprendre les contextes, de deviner les opportunités, d'introduire ce qui n'est pas prévu. Normalement celui qui demande exprime un besoin, vise à satisfaire ses besoins (voire demande parfois de la flexibilité en allant au de là des besoins immédiats) et à utiliser au mieux les ressources disponibles. (13) Quand c'est un individu, et qu'il n'exprime pas de demande collective (voire souvent aussi dans ce cas), celle-ci ne vise pas à un produit « supra-individuel » dont la nature réside entièrement dans des aspects non mesurables, et est la condition numéro un de la qualité.

Dans la vision traditionnelle, le projet découle de l'interaction de trois acteurs : maître d'ouvrage - concepteur - constructeur ; mais il est également conditionné par les réglementations, les démarches bureaucratiques, la culture du contexte. Or, pour paradoxal qu'il puisse sembler, la qualité du projet n'est pas conditionnée par les ressources disponibles, pourvu qu'elles permettent de répondre pour une large mesure aux conditions indiquées ci-dessus comme mesurables.

En effet les conditions mesurable ont un coût, alors que les conditions « non mesurables » ne coûtent presque rien : elles ne demandent que des procédures appropriées et, surtout, de la culture, aussi bien chez celui qui demande que chez celui qui répond. Les conditions « non mesurables » se concentrent dans la demande et donc dans le programme de projet, puis dans sa conception, elles se concentrent donc dans les deux premiers aspects de la qualité d'un projet : (15) pour cette raison la procédure de base pour la qualité du bâtiment et des transformations urbaines est la comparaison de solutions alternatives ou des concours de projet qui, pour cette même raison ne doivent jamais partir de projets préalables contraignants.

Les règles ne garantissent pas de bonnes architectures, mais peuvent les rendre probables, moins probables ou improbables ; et il n'y a pas de bon sens non plus pour des architectures « de qualité » dans des contextes urbains et territoriaux qui évoluent de façon inappropriée et engendrent des flux de trafic artificiels, érodent le sol, dissipent l'énergie et polluent. C'est pourquoi il faut souder la vision stratégique, les plans et les projets. Notre système de normes nous empêche d'atteindre le but de la qualité (constamment affirmé alors que les règles se développent pour répondre à des intérêts différents) et affichent des points faibles.

(16) Un exemple vaut pour tous, la superDIA, ainsi dite, introduite en Italie en 2001. Après toute une série de « permis de construire » ou de « conférences de services » ayant examiné et approuvé « un cygne noir » , projet convaincant, en vertu de la superDIA il est toujours possible d'introduire des variantes susceptibles de tout banaliser; ce système symbolise bien une société qui renonce au contrôle : l'OK de départ peut se transformer en KO d'une intervention, surtout dans ses langages expressifs.

(17) Viser à répandre la qualité ne signifie pas prétendre que chaque bâtiment soit beau. Il ne doit pas polluer, doit être compatible avec l'environnement, durable et ainsi de suite, mais surtout il suffit qu'il ait du sens et participe au contexte. Le nœud fondamental, c'est sa qualité sociale et politique: d'où le besoin de transformations urbaines frugales, d'expressions de styles de vie sobres. La capacité d'une intervention de devenir partie intégrante du milieu, des paysages naturels ou artificiels, dans la suite de stratifications qui qualifient les territoires, sa capacité de n'être qu'une partie avant d'être un tout est le premier pas dans la recherche de la « qualité répandue ». Pour le dire autrement, chaque intervention ne doit pas être une fin en soi : elle doit ajouter de la valeur au système et surtout elle doit exprimer un caractère supra-individuel : c'est bien là une question essentielle quand on a à faire avec des interventions de très large échelle ayant fréquemment des enjeux qui dans une optique sectorielle seraient qualifiés d'urbanistiques.

3. (18) La troisième question est encore plus complexe : outre les aspects mesurables et les avancées en termes de performances, peut-on identifier des principes partagés, des codes ou des décalogues concernant les aspects « non mesurables » de la qualité du bâtiment et des transformations urbaines? Peut-on identifier des indicateurs, peut-être par le biais d'une analyse d'exemples positifs? Peut-on imaginer une grille de support pour les évaluations?

Les codes sont dangereux, mais quelques principes sont fondamentaux. Il est certes inconcevable de contrôler les langages expressifs que, d'ailleurs (je le disais tout à l'heure) le système réglementaire actuel ne protège pas. A l'heure actuelle, dans ce contexte, dans notre culture, on ne saurait tout de même pas nier qu'une transformation n'aborde pas l'environnement et le paysage comme autant de thèmes prioritaires et qu'elle ne se pose pas à l'intérieur des séries de stratifications caractérisant tout contexte. (19) Cela veut dire que le « durable » dans tous les sens et nuances est un incontournable et qu'il faut poursuivre le supra-individuel dans toute intervention. Le droit de construire ne coïncide pas avec le droit de satisfaire des besoins sectoriels: aucune intervention n'est admissible si elle n'amène pas de cadeaux à l'ensemble dont elle fera partie. Donc, l'innovation est nécessaire pourvu qu'elle dialogue avec le contexte; et de l'attention aux principes constitutifs de toute transformation, à l'« armure de la forme » plus qu'aux « langages expressifs » ; des intégrations, le rejet de toute optique sectorielle, des visions dynamiques et interactives.

(20) Les valeurs à considérer sont la certitude réglementaire, les indices en mètres carrés nets utiles/mètre carré, c'est bien pour ne pas rejeter de fonctions ou faire appel à de projets comme des tentatives d'interpréter les règles ou choisir de concepteurs car très bons dans le lobbying. Il est bien qu'il y ait communication claire et des débats publics pour les projets majeurs quand une évaluation est nécessaire de la part de la collectivité qui devra accueillir une transformation. La qualité répandue a besoin moins d'actions « *ex post* » (prix, distinctions, etc.) que d'actions « *ex ante* » et « *in itinere* » ; elle demande moins de formes de contrôle que de prémisses réglementaires (par éliminations et non par ajouts) et des formes d'accompagnement dans la phase d'approche. La reconnaissance *ex post* des œuvres de qualité n'est pas suffisante même si l'on devrait penser à des mesures d'incitation pour les œuvres qui obtiennent des prix importants.

(21) Depuis janvier 2001 une Mesure du Conseil de l'Union Européenne encourage les Etats membres à « *promouvoir la qualité architecturale par des politiques exemplaires dans les bâtiments et travaux publics* ». Cela exprime le besoin que surtout le bâtiment public ait des niveaux de qualité élevés, des niveaux exemplaires, c'est-à-dire capables d'induire un effet d'imitation. Le but : la qualité répandue, déclencher l'émulation et la compétition. La condition nécessaire de la qualité des transformations de l'espace est en effet une demande bien structurée, confiante, un désir de transformation exprimé par un contexte social averti et des maîtres d'ouvrage formels capables de l'interpréter, soutenu par une vision globale. Aujourd'hui même le principe de la concurrence introduit par le Traité de Maastricht alimente des malentendus : on amalgame les appels à propositions et les concours, l'évaluation chiffrée et le jugement critique. En outre les contrôles *ex ante* (la validation du projet) et *ex post* (les essais) se réduisent souvent à des démarches bureaucratiques. La propagation de la qualité ne peut pas se limiter aux œuvres publiques qui ne sont qu'une part modeste du volume construit.

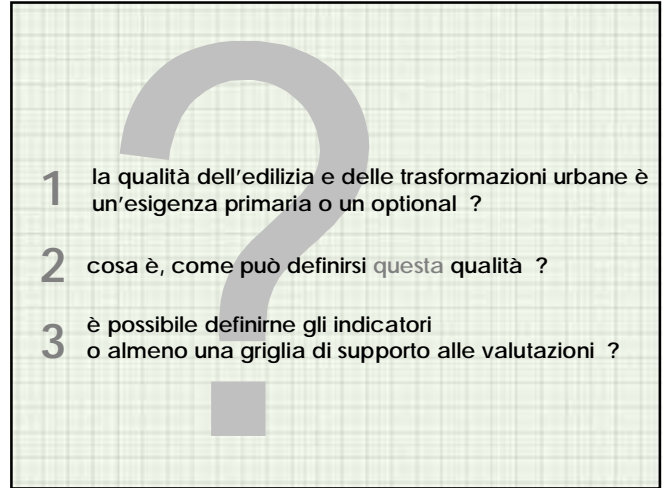
(22) En Italie et dans d'autres pays il y a beaucoup d'« autorités de garantie » : de la concurrence et du marché, de la tutelle des données personnelles, de l'énergie électrique et du gaz, de contrôle sur les compagnies d'assurance et du droit de grève dans les secteurs des services essentiels. A l'Autorité sur les Travaux Publics on pourrait ajouter celle sur les travaux privés, avec des branches locales ou régionales. Et, plus important : à la culture du respect des règles de l'art (fondée sur les normes) on devrait ajouter une culture éthique (fondée sur le jugement). Certes le « non mesurable » admet des opinions différentes. Pour évaluer la qualité *ex post* les commissions et les prix sont très bien, mais la question prioritaire est comment déterminer des conditions favorables afin qu'elle puisse exister et comment l'évaluer *ex ante*. Pour cela, au de là de changements réglementaires importants, il faut des principes partagés pas trop nombreux; des formes claires de communication et d'initiation, des présentations de projets qu'aujourd'hui les technologies de simulation rendent possibles ; last but not least l'autorité de celui qui juge. Est-ce qu'ainsi la subjectivité et l'objectivité pourront se rapprocher, voire coïncider?

De toute façon, là où la qualité est un besoin primaire, son absence est punie par le marché. C'est pourquoi ce n'est qu'une demande avertie et évoluée qui peut la garantir.

(23) Je lis dans Wikipedia: « *méconnu auparavant, le Cygne noir –originaire d'Australie, chassé par les aborigènes qui le croient allié du diable- aujourd'hui il nidifie dans des colonies importantes ; de par son élégance il a été introduit dans les parcs, les plans d'eaux et les rivières en Europe et Nouvelle Zélande. En Italie sa présence est occasionnelle* ». (24)



1



2

- 1 la qualità dell'edilizia e delle trasformazioni urbane è un'esigenza primaria o un optional ?
- 2 cosa è, come può definirsi questa qualità ?
- 3 è possibile definirne gli indicatori o almeno una griglia di supporto alle valutazioni ?



3



4



5



6

2 come può definirsi "questa" qualità ?

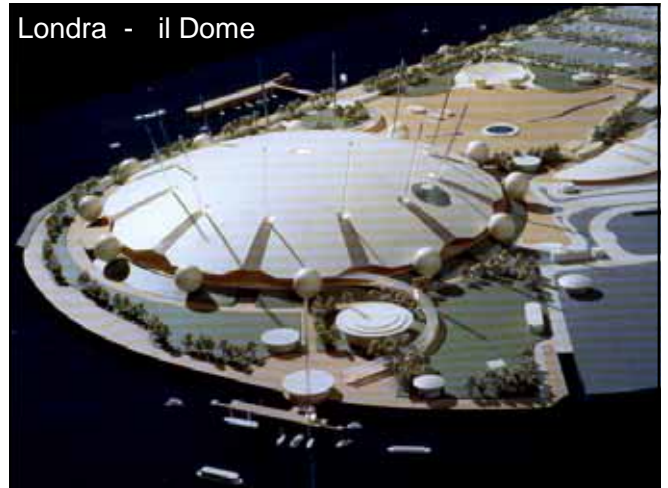
aspetti della qualità edilizia

qualità del programma
problema ben posto, intelligentemente definito nei caratteri prestazionali
qualità di concezione del progetto
ampiezza di riferimenti, simultaneità di decisioni, capacità di scelta tra esigenze in contraddizione, creatività



qualità tecnologica, qualità di realizzazione, qualità di gestione e d'uso

7



8

QUALITÀ

della domanda della concezione del progetto del programma

INTEGRAZIONE, NON OTTICHE SETTORIALI

committente progettista produttori di componenti costruttore



9



10

REQUISITI

standard progressivamente in evoluzione

sicurezza, stabilità, consumo di energia, inerzia delle pareti, illuminazione naturale, ventilazione, acustica, protezione da scariche atmosferiche, assenza delle cosiddette "barriere", ...

il sistema normativo si esprime attraverso fattori numerici settoriali inconsapevoli dei danni che possono produrre

tutto oggi sembra misurabile; un tempo si era soliti pensare, non solo calcolare



11

QUALITÀ'

è anche risposta ad ambizioni inespresse

comprendere i contesti
 intuire opportunità
 introdurre imprevisti

normalmente chi domanda esprime esigenze, punta a soddisfare i propri bisogni e ad utilizzare al meglio le risorse disponibili



12



13



14



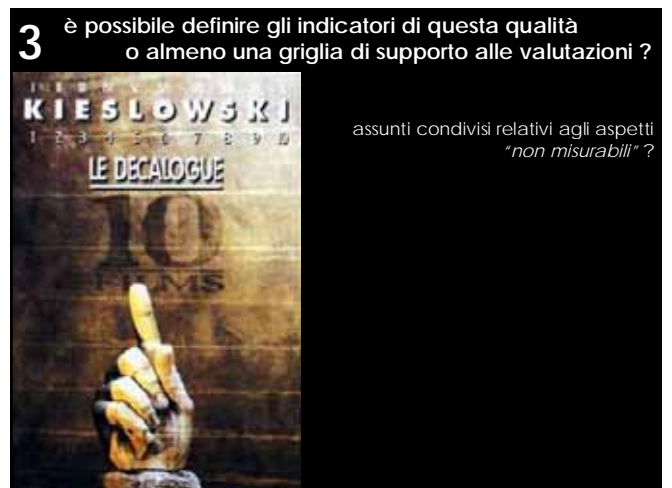
15



16



17



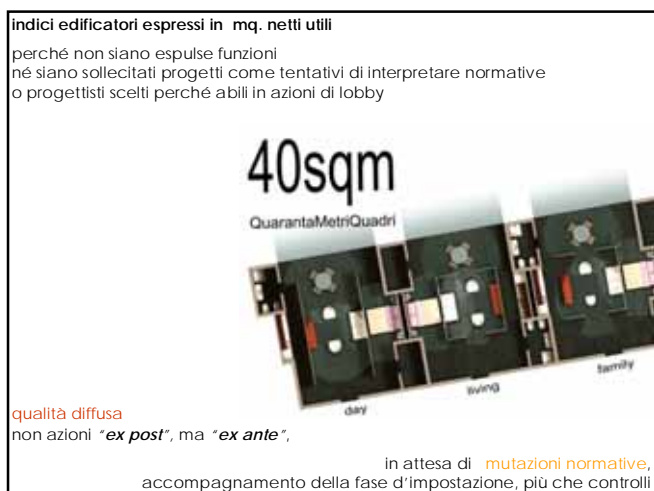
18



19



20



21



22



23



24